

À L'INTÉRIEUR

- 2 COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE**
- 3 ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES
PLEINS FEUX :
L'AUGMENTATION DE LA DETTE**
- 4 DETTES, DÉFICITS ET
SURPLUS : LES VRAIS
PROBLÈMES**



- 5 LES BUDGETS
CONSERVATEURS
SONT SEXISTES**
- 6 POURQUOI LES BANQUES
S'INTÉRESSENT
SOUDAINEMENT À LA QUALITÉ
DES EMPLOIS**
- 7 TENDANCES SALARIALES
DANS LES CONVENTIONS
COLLECTIVES**
- 8 LA LUTTE POUR LE SALAIRE
DE 15 DOLLARS L'HEURE**

Tous les articles ont été écrits par
Toby Sanger.

ÉLECTIONS NPD

L'Alberta l'a prouvé : il est possible d'élire des gouvernements progressistes



Photo: Don Voaklander

Le NPD a remporté une victoire historique en Alberta. La chef néo-démocrate Rachel Notley a mené une campagne exaltante, avec comme résultat un véritable raz-de-marée qui a balayé les conservateurs au pouvoir depuis 44 ans. Cette élection signifie cependant bien plus que le simple rejet du gouvernement conservateur. En effet, le NPD a proposé une plateforme électorale complète, progressiste et entièrement chiffrée qui a plu aux Albertains, et ce, malgré les propos alarmistes tenus par les dirigeants d'entreprise.

Le NPD entend mettre en place des **mesures fiscales progressistes** comme l'augmentation du taux d'impôt sur le revenu des entreprises de 10 à 12 %, un impôt sur le revenu progressif afin que la tranche des 10 % les plus riches paient plus que le taux fixe actuel, ainsi que l'annulation de la taxe

régressive sur les soins de santé et des frais d'utilisation les plus coûteux pour les familles. Le nouveau gouvernement a aussi promis d'examiner les redevances afin de s'assurer que les Albertains reçoivent une juste part des revenus générés par l'exploitation de leurs ressources naturelles.

Le NPD s'est aussi engagé à prendre des mesures pour **créer des emplois**, augmenter les salaires et diversifier l'économie : rétablissement du programme de création d'emplois pour les jeunes, nouveau crédit d'impôt pour les employeurs qui créent de l'emploi, hausse du salaire minimum provincial à 15 dollars l'heure d'ici 2018 et transformation accrue des ressources naturelles sur place, plutôt que de miser seulement sur les exportations.

Suite à la page 5

COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

PLEINS FEUX SUR LES ÉTUDES ET LES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS



JEUNES TRAVAILLEURS

La dette trahit le fossé générationnel

La dette moyenne des familles canadiennes a augmenté de 64 % de 1999 à 2012. Même si cette hausse a été contrebalancée par l'augmentation de la valeur des actifs de bon nombre de familles dirigées par des personnes plus âgées, dans le cas des couples ayant des enfants âgés de moins de 18 ans et ceux de la fourchette des 35 à 44 ans, l'augmentation moyenne de la dette a été de loin supérieure à la hausse de la valeur de leurs actifs. La dette des familles a atteint un niveau record,

soit plus de 163 % du revenu disponible des ménages à la fin de 2014.

RETRAITE

Pas une option?

Une enquête réalisée par la banque HSBC révèle que 15 % des Canadiens en âge de travailler s'attendent à ne jamais prendre leur retraite, alors que 45 % planifient une semi-retraite. Seulement 17 % des retraités actuels se disent en semi-retraite. Les niveaux d'endettement croissants, l'érosion des régimes de pension en milieu de travail, l'absence de soutien fédéral à un Régime de pensions du Canada élargi et le report de l'âge de la retraite à 67 ans par le gouvernement fédéral sont autant de facteurs qui ont sans contredit contribué à diminuer les attentes des travailleurs canadiens.

VIE

Êtes-vous satisfait?

Selon une étude sur la satisfaction réalisée par Statistique Canada dans l'ensemble des villes canadiennes, les personnes résidant à Saguenay et à Trois-Rivières, au Québec, sont les plus satisfaites de leur vie, alors que celles habitant à Vancouver et à Toronto sont les moins satisfaites. Même si leurs revenus sont inférieurs, les Canadiens qui vivent au Québec et dans l'est du Canada se disent plus satisfaits que la moyenne de Canadiens, alors que les personnes vivant en Ontario et

dans les provinces de l'Ouest affichent les niveaux de satisfaction les plus bas.

IMPÔT DES ENTREPRISES

Canada = paradis fiscal

Les plus importantes entreprises du monde évitent de payer plus de 100 milliards de dollars canadien en impôt chaque année selon les estimations de la société d'examen du marché boursier international MSCI. L'analyse de MSCI révèle aussi qu'au moins 40 % de plus importantes entreprises dans le monde sont établies dans des paradis fiscaux comme les Bermudes, l'Irlande, la Suisse, la Belgique, Hong Kong, le Luxembourg et le Canada, où elles paient des impôts anormalement bas. Le constat est clair : le Canada est maintenant considéré comme un paradis fiscal.

ALBERTA

Rétablir les redevances

Selon une analyse réalisée par l'Institut Parkland, l'Alberta pourrait éliminer 40 % de son déficit budgétaire simplement en rétablissant les taux de redevances pétrolières, gazières et minières au niveau où elles étaient en 2009. Les changements apportés à l'époque devaient accroître les recettes de deux milliards de dollars par année, mais ils ont plutôt coûté à la province 13,5 milliards de dollars sur cinq ans.



L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses éloquentes des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations. L'Économie au travail remplace la publication antérieure du SCFP, Le climat économique pour les négociations.

SEP8491

Découvrez les éditions de l'Économie au travail en ligne à scfp.ca/economieautravail. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel ou par courrier à l'Économie au travail, allez à scfp.ca/abonnement.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Toby Sanger. Wes Payne et Philippe Gagnon sont les rédacteurs en chef. La mise en page a été réalisée par Marnie Thorp. Veuillez communiquer par courriel (tsanger@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.

SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique



ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Coup d'œil sur les plus récentes tendances économiques

**Croissance économique :**

Un autre trimestre, une autre révision à la baisse. Selon les prévisions, la croissance économique devrait, au mieux, atteindre une moyenne de 2 % en 2015 et de 2,2 % en 2016. Il s'agit respectivement d'une diminution de 2,6 et de 2,4 % par rapport à septembre dernier.

Emplois :

Compte tenu de la croissance anémique de l'emploi depuis le début de 2015, le taux de chômage ne baisse pas. Il devrait être de 6,8 % en moyenne en 2015 et légèrement diminué en 2016.

Inflation :

Depuis le début de l'année, l'inflation est d'environ 1 %. Le même niveau est prévu pour 2015. L'inflation devrait atteindre 2,2 % en 2016.

Salaires :

Les augmentations du salaire de base prévues dans les principales conventions collectives négociées au premier trimestre de 2015 atteignent 1,9 %. En moyenne, les travailleurs du secteur public ont obtenu une hausse de 1,8 %, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne du secteur privé qui se situe à 2,1 %.

Taux d'intérêt :

La Banque du Canada prévoit maintenir son taux directeur à 0,75 % jusqu'au milieu de 2016, alors que les taux à plus long terme devraient graduellement augmenter d'un point de pourcentage au cours de la prochaine année.



PLEINS FEUX

L'augmentation de la dette

La dette des ménages canadiens a atteint un niveau record : 1,8 million de millions de dollars. C'est quasiment l'équivalent de la production économique actuelle totale du Canada. Autre record, cela correspond à 163 % du revenu disponible des familles.

Parallèlement, les gouvernements fédéral et provinciaux dressent un portrait de leurs finances plus sombre qu'il ne l'est en réalité. Ils prétendent qu'ils doivent réduire leurs dépenses et mettre en œuvre des mesures d'austérité pour alléger leur dette. Or, les compressions dans le secteur public et dans les services publics réduisent les revenus et augmentent le coût de la vie des travailleurs, en plus d'aggraver l'endettement des familles. Et lorsque les familles réduisent leurs dépenses, cela ralentit l'économie et aggrave d'autant la situation financière du gouvernement.

Quelle est donc la solution à ce dilemme de la dette?

Il est important de comprendre que les dettes d'une personne sont aussi les actifs financiers d'une autre personne. Les dettes financières et les actifs financiers dans tous les secteurs de l'économie nationale s'équilibrent au total.



Depuis la fin des années 1990, les faibles augmentations salariales et le coût croissant des maisons ont accru le niveau d'endettement des familles. En même temps, le secteur des entreprises a engrangé des surplus encore plus important en raison de bénéfices élevés, de taux d'imposition plus faibles et des maigres augmentations salariales versées à leurs employés. Après 2007, les gouvernements ont enregistré des déficits en raison de la récession. Actuellement, le ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut diminue de nouveau, alors que le ratio d'endettement des ménages continue de s'accroître. Ce dernier aspect constitue la véritable crise de la dette.

La solution est simple : il faut rééquilibrer le bilan financier du pays. Comme les compagnies n'investissent pas leurs profits dans l'économie pour créer des emplois et augmenter les revenus, nos gouvernements doivent augmenter l'impôt sur le revenu des entreprises et utiliser les recettes générées pour améliorer les services publics et réduire les pressions sur les familles.

Pour plus d'information, consultez *Le portrait général de la situation* en page 4.

Le portrait général de la situation

Dettes, déficits et surplus : les vrais problèmes

Ce tableau illustre comment les bilans financiers des gouvernements sont influencés par les bilans financiers des familles et des entreprises. Au cours des 15 dernières années, les familles canadiennes se sont endettées davantage, alors que les surplus financiers des entreprises augmentaient. L'effet miroir entre le deux phénomènes est pratiquement parfait.

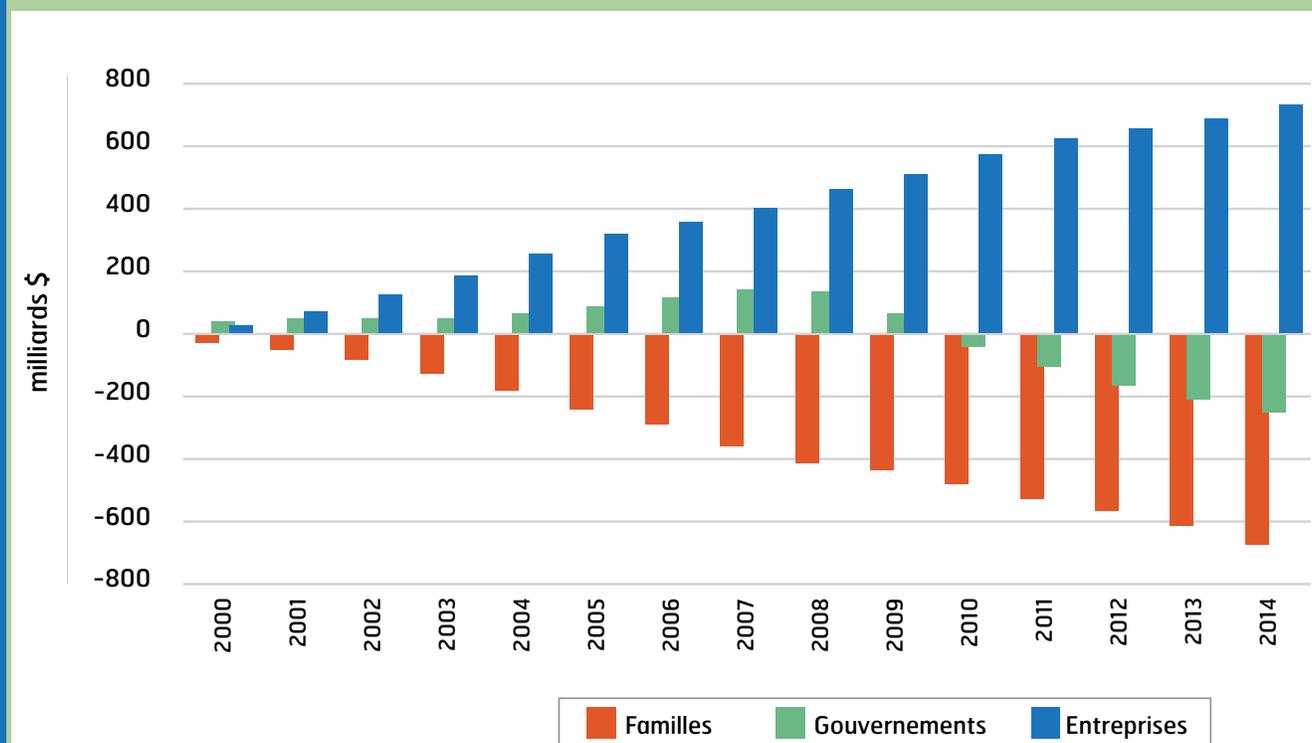
De la fin des années 1990 à 2007, les différents gouvernements canadiens ont engrangé des surplus et réduit leur dette globale. Après la crise économique, ils ont enregistré des déficits. Présentement, ces déficits se résorbent. Jusqu'au milieu des années 1990, les familles canadiennes prêtaient de l'argent aux entreprises et aux gouvernements. Mais en raison des faibles augmentations salariales et du prix croissant des maisons, la tendance

s'est inversée et les familles ont accru leur endettement.

Parallèlement, grâce à des bénéfices élevés et en raison de la faiblesse de leurs réinvestissements, les entreprises canadiennes ont engrangé d'importants surplus financiers depuis 2000. Au cours des 15 dernières années, les surplus des compagnies canadiennes ont totalisé plus de 700 milliards de dollars. Pendant ce temps, les familles canadiennes se sont endettées de 660 milliards de dollars de plus. C'est 50 000 dollars par famille!

Les déficits et les dettes du gouvernement attirent beaucoup l'attention des médias. Mais à la lumière des données présentées plus haut, il faudrait se préoccuper davantage de l'endettement croissant des familles et de l'augmentation des surplus financiers des entreprises.

SURPLUS ET DÉFICITS FINANCIERS ACCUMULÉS DES FAMILLES, DES GOUVERNEMENTS ET DES ENTREPRISES DEPUIS 2000



Source : Statistique Canada, comptes des flux financiers, tableau Cansim 378-0119, prêt ou emprunt net par secteur.

Les budgets conservateurs sont sexistes

Année après année, les budgets du gouvernement Harper mettent l'accent sur les dépenses dans des secteurs à prédominance masculine, tout en ignorant les secteurs à prédominance féminine.

Ainsi, les secteurs privilégiés par le budget fédéral de 2015 sont les infrastructures, la construction, l'industrie des ressources et la défense. Dans chacun de ces secteurs, les emplois sont surtout occupés par des hommes, alors que les femmes représentent moins d'un cinquième de la main-d'œuvre. Les secteurs de l'économie où les femmes représentent une proportion plus importante de la main-d'œuvre (soins de santé, éducation, aide sociale) sont pratiquement ignorés, et ce, depuis de nombreuses années.

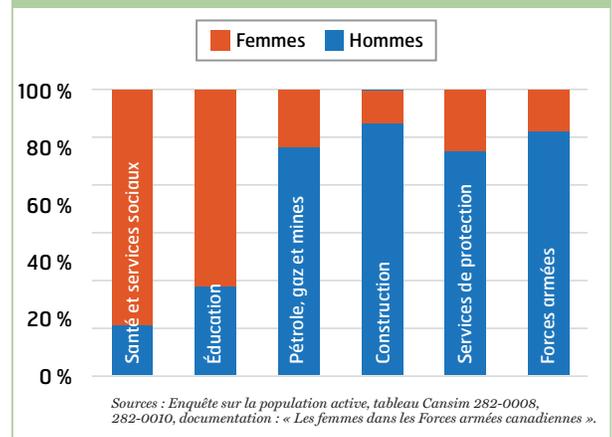
Les transferts fédéraux en santé, le secteur qui emploie le plus grand nombre de femmes, seront limités au cours des prochaines années. En fait, le financement fédéral en santé

diminuera de 36 milliards de dollars sur dix ans.

Les seules mesures destinées précisément aux femmes dans le budget fédéral de 2015 sont mineures. Elles aident les femmes entrepreneures et visent à accroître le nombre de femmes siégeant aux conseils d'administration des entreprises. Ce n'est pas exactement dans ces secteurs que les mesures du gouvernement viendront en aide à la grande majorité des travailleuses.

De plus, la nette préférence que le gouvernement conservateur affiche à l'endroit du secteur privé par rapport au secteur public n'aide pas beaucoup les femmes. Non seulement les femmes occupent-elles la proportion la plus faible des emplois dans le secteur privé, mais les écarts salariaux pour les femmes sont beaucoup plus

PROPORTIONS DE L'EMPLOI DES HOMMES ET DES FEMMES DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS ET PROFESSIONS



importants dans le secteur privé que dans le secteur public. C'est le même phénomène pour les travailleurs autochtones et les travailleurs racisés.

De toute évidence, le gouvernement fédéral tarde à adopter une approche plus équilibrée dans ses politiques sociales, économiques et en matière de dépenses.

Élection en Alberta : victoire historique pour le NPD

Suite de la page 1

La protection et l'amélioration des services publics est un autre élément central de la plateforme du NPD. À l'inverse des conservateurs qui menaçaient d'effectuer des compressions, les néo-démocrates se sont engagés à fournir un financement stable et prévisible pour les soins de santé, l'éducation et les municipalités. Au chapitre de la santé, le gouvernement Notley prévoit augmenter le nombre de places dans les établissements de soins de longue durée publics, améliorer les soins primaires, mettre fin à la privatisation coûteuse et réinvestir les fonds qui y sont consacrés dans les services publics. En éducation, le NPD a l'intention d'introduire progressivement la maternelle à temps plein, d'investir dans les services de garde et de geler les frais de scolarité pour l'éducation postsecondaire.

Sur le front de **l'environnement**, le

gouvernement Notley luttera contre les changements climatiques en abandonnant progressivement la production d'électricité à partir du charbon, en établissant un programme de prêts pour les rénovations vertes, en renforçant les normes environnementales et en veillant à leur respect, notamment en augmentant la surveillance.

La promotion de l'égalité est aussi un aspect important du programme du NPD. Le nouveau gouvernement propose de créer un ministère de la Condition féminine, de se doter de normes en matière d'emploi qui tiennent davantage compte de la situation des familles, d'offrir plus de places dans les refuges pour femmes et d'offrir plus de soutien pour les services à l'enfance, à la famille et à la communauté. Le gouvernement s'est aussi engagé à instaurer un **partenariat renouvelé avec les peuples autochtones** de l'Alberta.

L'honnêteté et l'éthique en matière

d'actions gouvernementales et d'octroi de contrats publics ont été des enjeux importants lors de la campagne électorale. Le gouvernement conservateur dirigeait en effet la province comme si elle lui appartenait, sans aucune volonté d'agir avec transparence ou de rendre des comptes.

Or, la démocratie a parlé et avec force. Le taux de participation a augmenté, particulièrement chez les jeunes, et atteint le niveau le plus élevé en 22 ans. Les Albertains ont décidé de voter pour un programme raisonnable et progressiste. Ils ne se sont pas laissés intimider par les compagnies et les grandes entreprises qui voulaient défendre leurs intérêts.

L'Alberta était mûre pour un changement. La réussite du NPD albertain démontre puissamment que des solutions de rechange à l'austérité et aux politiques néolibérales régressives existent et quelles ont l'appui des électeurs.

Pourquoi les banques s'intéressent soudainement à la qualité des emplois



L'intérêt soudain des banques pour les nouveaux emplois de qualité n'est peut-être pas motivé par ce que vous croyez.

Il est difficile de cerner toutes les caractéristiques des bons emplois, de sorte que les indices de qualité des emplois ou des bons emplois incluent habituellement une série d'indicateurs. L'indice de la qualité d'emploi de la CIBC comporte seulement trois indicateurs : la croissance des emplois à rémunération élevée à temps plein, la répartition des emplois à temps plein et à temps partiel et les employés rémunérés par opposition aux travailleurs autonomes. L'indice Just Jobs Index, lui, tient compte des possibilités de travail, du revenu, de la sécurité d'emploi, des régimes de retraite, des avantages sociaux, de l'égalité des sexes et du contexte social. La banque TD, elle, prétend avoir mis au point un indicateur du marché du travail supérieur à tous les autres.

Les banques centrales deviennent aussi plus méthodiques quant à la mesure des conditions plus générales du marché du travail. L'indice des conditions du marché du travail de la Réserve fédérale américaine comprend 19 indicateurs. La Banque du Canada n'inclut que huit variables dans

son nouvel indicateur du marché du travail. Certains se demandent peut-être pourquoi les banques centrales désirent maintenant surveiller la qualité de l'emploi. Ne sont-elles pas davantage intéressées par le volet financier de l'économie?

Historiquement, on a observé des liens entre les plus faibles taux de chômage et les salaires et l'inflation élevés. Cette corrélation porte le nom de courbe de Phillips, mais elle ne tient plus la route. Actuellement, les taux de chômage anémiques ne font pas augmenter les salaires et ne stimulent pas la demande et la croissance. Sans hausse des salaires, il y a peu de pression sur les prix et la demande. C'est pourquoi les banques centrales ont maintenu les taux d'intérêt à un niveau aussi faible pendant aussi longtemps. C'est aussi pourquoi elles ont commencé à surveiller la qualité des emplois créés. C'est finalement pourquoi les autres banques canadiennes suivent la situation de près, car elles veulent savoir quand la Banque du Canada modifiera ses taux d'intérêt.

Les politiques monétaires et les faibles taux d'intérêt ne stimulent pas la croissance parce que ces facteurs sont contrecarrés par des politiques gouvernementales qui nuisent aux salaires, au pouvoir syndical et à l'égalité. Parmi ces politiques gouvernementales ont retrouvé notamment la réduction des dépenses, la sous-traitance, les gels salariaux, les mesures fiscales régressives et la

déréglementation.

Même les grands organismes économiques internationaux comme le Fonds monétaire international, l'OCDE, l'Organisation internationale du travail et la Banque mondiale reconnaissent que nous avons besoin d'une croissance dynamique des salaires et de plus d'égalité pour générer une croissance économique plus importante.

Pour revenir aux indices de la qualité de l'emploi, actuellement, ils pointent tous vers le bas.

L'indice de la qualité de l'emploi de la CIBC a même atteint un plancher record. Il est de 15 % inférieur au niveau affiché au début des années 1990. L'indice de la Banque TD a récemment enregistré son fossé le plus large au chapitre de la qualité de l'emploi depuis la récession de 2008-2009. En outre, selon l'indice Just Jobs Index le plus récent, le Canada a chuté au douzième rang mondial, son plus bas résultat depuis une douzaine d'années. Finalement, il y a eu peu d'amélioration pour ce qui est de l'indicateur du marché du travail de la Banque du Canada au cours des dernières années, et ce, même si le taux de chômage a diminué.

Tant et aussi longtemps que les gouvernements ne tiendront pas compte des besoins économiques des travailleurs, la qualité de l'emploi et la vigueur de la croissance économique ne s'amélioreront pas.

Tendances salariales dans les conventions collectives

Le ministère fédéral du Travail prévoit une augmentation moyenne du salaire de base dans les principales conventions collectives qui seront négociées en 2015. Au premier trimestre, cette hausse moyenne a été de 1,9 %. Bien que celle-ci soit supérieure aux augmentations de prix observées depuis le début de l'année, elle pourrait être légèrement inférieure à l'inflation pour toute la durée des conventions collectives, soit quatre ans en moyenne.

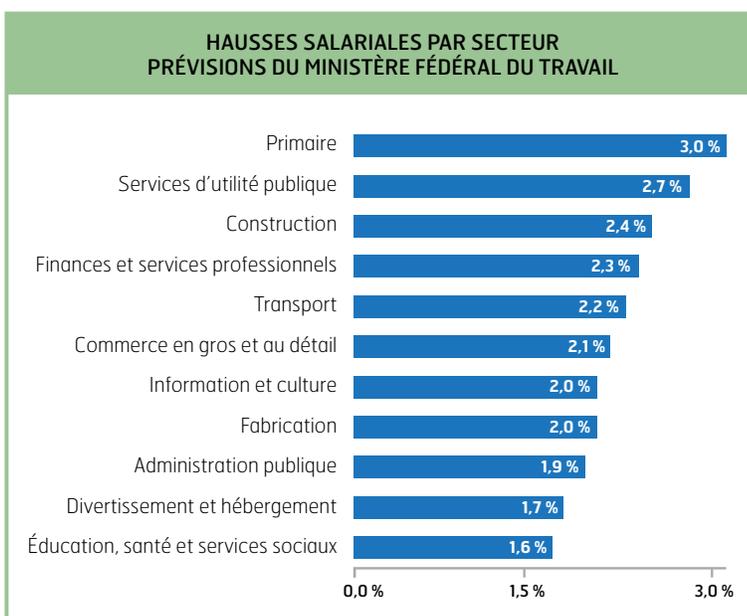
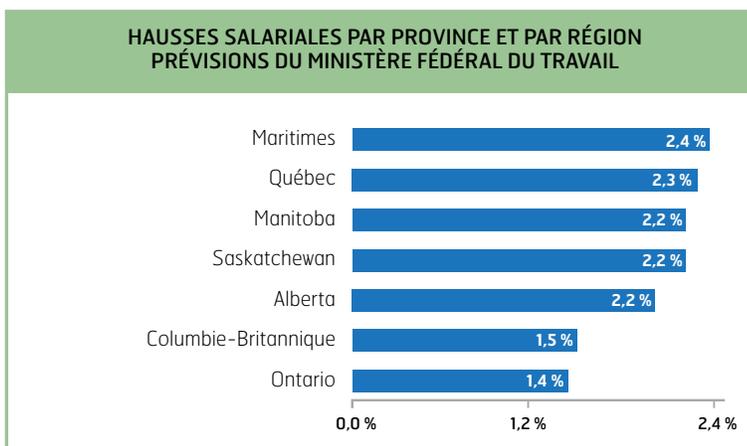
Conformément aux prévisions, les augmentations salariales négociées ont été jusqu'à maintenant plus élevées dans les provinces de l'Est et plus basses dans les provinces de l'Ouest, l'exception étant l'Ontario. En Colombie-Britannique, les augmentations du salaire de base ont atteint 1,1 % jusqu'à maintenant cette année, accusant un léger retard par rapport à la moyenne de 1,2 % observée en Ontario. Plus à l'est, les salaires ont augmenté, jusqu'à 2,3 % en Nouvelle-Écosse.

En ce qui a trait aux augmentations du salaire de base dans les différents secteurs, elles devraient être de 1,6 % en éducation, en santé et dans les services sociaux, de 1,9 % dans l'administration publique et entre 2,7 et 3 % pour les travailleurs du secteur des services d'utilité publique et du secteur primaire. Ces prévisions salariales ont été établies avant la chute des prix du pétrole plus tôt cette année. La chute du prix du pétrole réduira inévitablement les ententes salariales dans le secteur primaire et les secteurs connexes.

Bien que les salaires demeurent en tête de liste des priorités en matière de négociation, les principales négociations dans le secteur public piétinent en raison des employeurs qui insistent pour obtenir des concessions importantes sur des aspects autres que les salaires. Par exemple, le gouvernement fédéral légifère sur les dispositions relatives aux congés de maladie. Le gouvernement de l'Ontario exerce de la pression pour augmenter la taille des classes et surveiller le temps de travail des enseignants à l'extérieur des salles de classe.

Nouvelle hausse de l'inflation causée par l'augmentation du prix des aliments

Les prix du pétrole ont remonté graduellement jusqu'à 60 dollars le baril au cours des derniers mois. Avec l'augmentation du prix de l'essence, l'inflation qui était de 1 % en début d'année, s'est aussi remise à monter. Les prévisions



relatives à l'inflation pour cette année sont légèrement inférieures à 1 %, mais si les prix du pétrole et de l'essence continuent de grimper, elle sera plus élevée. La faiblesse du dollar canadien fait augmenter les prix à la consommation pour les marchandises importées, particulièrement pour les aliments, les vêtements et les chaussures. Pour toutes ces marchandises, l'augmentation des prix a été deux fois plus importante que l'inflation.

AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PRIX

	Canada	Secteurs fédéraux	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Augmentation moyenne du salaire de base dans les principales conventions conclues au premier trimestre de 2015	1,9 %	3,1 %	1,1 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,2 %	2,0 %	-	2,3 %	-	-
Inflation au premier trimestre de 2015	1,1 %	1,1 %	0,8 %	0,6 %	1,3 %	0,9 %	1,5 %	1,1 %	0,0 %	0,1 %	1,4 %	0,0 %
Inflation moyenne prévue en 2015*	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,7 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %	1,0 %	0,8 %	0,8 %	0,4 %	0,4 %
Inflation moyenne prévue en 2016*	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,5 %	2,2 %	2,2 %

* Selon les prévisions des banques de Montréal, TD et Royale effectuées avant mai 2015

